

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 24/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

INGRAM MICRO

Avenue de la Rotonde
59160 Lomme

Références : inspection du 17/04/2023
Code AIOT : 0007002642

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2023 dans l'établissement INGRAM MICRO implanté plate-forme multimodale Internationale Avenue de la Rotonde 59160 Lille. L'inspection a été annoncée le 27/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'accident industriel survenu le 26 septembre 2019 à Rouen a montré l'importance de pouvoir disposer rapidement d'un état des stocks, à la fois pour la gestion de l'accident par les services de secours et la communication de crise par la préfecture. Cette inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2023 sur les entrepôts.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INGRAM MICRO
- Plate-forme multimodale Internationale Avenue de la Rotonde 59160 Lille
- Code AIOT : 0007002642
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

INGRAM MICRO est une société spécialisée dans le commerce de gros de produits électroniques.

La société exploite, sur le territoire de la commune de Lomme, un entrepôt de stockage.

Cet entrepôt est constitué de 5 cellules dénommées C0 (5 976 m²), C1 (8 942 m²), C2 (9 854 m²), C3 (10 003 m²) et C4 (5 994 m²) représentant un volume global de 43 7 645 m³. Une mezzanine de 830 m² est aménagée en cellule 1, cette zone sert pour la préparation des commandes.

L'établissement fonctionne généralement du lundi au samedi de 6 h à 23 h.

L'exploitant a bénéficié d'une première autorisation d'exploiter le 01/10/1999. Suite à un projet d'extension (construction des cellules C0 et C4) une seconde autorisation a été délivrée par arrêté préfectoral du 18/05/2017 modifiant l'arrêté préfectoral du 1er octobre 1999.

L'exploitant est donc autorisé par l'arrêté du 18/05/2017 au titre de la rubrique suivante :

- 1510 entrepôt couvert ;

Les activités suivantes sont enregistrées :

- 1530 dépôt de bois, papier, cartons ou matériaux combustibles analogues

- 2662 stockage de polymères

- 2663 stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50 % de polymères ;

Et sont déclarées les activités suivantes :

- 2910 Installation de combustion

- 2925 Ateliers de charge d'accumulateurs.

Compte tenu des évolutions de la nomenclature, l'entrepôt est désormais classé à enregistrement.

L'exploitant doit adresser au Préfet le classement actualisé de ses installations.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Vérification de la conformité des entrepôts vis à vis des prescriptions de l'arrêté ministériel du 11/04/2017

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II, article 1.4, point I.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II, article 1.4, point I.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II, article 13	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe VIII	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510	/	Sans objet
2	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	/	Sans objet
5	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	/	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a pu constater que l'exploitation présentait les non conformités suivantes vis à vis de l'arrêté ministériel de prescription générale du 11/04/2017 :

- L'exploitant ne possède pas d'inventaire de son état des stocks susceptible de servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel (annexe II article 1.4, point I.1);
- l'exploitant ne dispose pas d'inventaire de son état des stocks sous format synthétique permettant de fournir au grand public une information facilement compréhensible sur l'état des produits stockés au sein de son entrepôt, (annexe II article 1.4, point I.2);
- l'exploitant n'a pas effectué de test permettant d'estimer le débit simultané des 5 hydrants implantés sur son site et dédiés à la défense incendie extérieure (annexe II article 13),
- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la levée des non conformités recensées sur ses extincteurs (annexe II article 13),
- l'exploitant n'a pas réalisé d'étude de flux portant sur l'ensemble des cellules de son site (article Annexe VIII) .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510
Thème(s) : Actions nationales 2023, 1. Appréciation des dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques
Constats : L'inspection a constaté qu'aucune nouvelle rubrique de classement n'avait été créée par rapport à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 18/05/2017. Cependant, dans cet arrêté, l'exploitation est encore classée à autorisation au vu de la rubrique 1510. Or le Décret n° 2020-1169 du 24/09/2020 a modifié la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement classé sous la rubrique 1510. Les installations pour lesquelles le volume des entrepôts est inférieur à 900 000 m ³ sont désormais classées à Enregistrement. L'exploitant disposant d'un volume total de 437 645 m ³ , son entrepôt est désormais classé à enregistrement.
Observations : Compte tenu des changements apportés à la nomenclature des installations classées par le décret n° 2020-1169 du 24/09/2020, l'exploitant peut adresser au préfet le classement actualisé de ses installations et se positionner sur le règlement qu'il souhaite voir appliqué à ses installations. Il peut conserver le bénéfice de l'antériorité des dispositions de son arrêté préfectoral actuel du 18/05/2017 ou demander à être soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 [...] en transmettant le document visé au D. 181-15-2bis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.
Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.
Constats : L'exploitant a présenté son état des matières stockées et l'inspection a constaté que celui-ci avait été mis à jour à la date de l'inspection. L'état des matières stockées est mis à jour de manière hebdomadaire et accessible à tout moment par les principaux responsables. L'exploitant ne stocke pas de matières dangereuses sur son site. Les seules matières dangereuses présentes sur le site sont des produits de maintenance et de nettoyage stockés en petites quantités dans des armoires métalliques étanches. Chacun de ces produits fait l'objet d'une fiche de données sécurité (FDS) tenue à jour et réactualisée à chaque entrée de nouveau produit. Un recalage périodique est effectué sur la base d'un inventaire physique par le service chargé de l'inventaire. Il est effectué de manière continue et recalé après chaque entrée/sortie de produits stockés. L'état des stock est mis à disposition des services de secours à au poste de sécurité à l'entrée du site. L'exploitant a présenté son plan d'opération interne dans lequel il a également référencé son état des matières stockées. En cas de sinistre, l'exploitant a confirmé à l'inspection que l'ensemble des données sur l'état des ses stocks était enregistré sur des serveurs implantés à Francfort (siège social). Cette base de donnée est accessible en permanence pour les responsables du site Ingram.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>
<p>Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant ne disposait pas de support informatif sur l'état de ses stocks, intelligibles par les pouvoirs publics et ne se limitant pas à la liste des articles. A noter que l'exploitant ne stocke pas de matière dangereuse susceptible d'être classée sous des rubriques 4XXX.</p>
<p>Observations : L'exploitant présentera à l'inspection un inventaire de son état des stocks susceptible de servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel, notamment en présentant de manière intelligible par les pouvoirs publics la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Inventaire synthétique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant ne disposait pas d'état des stocks sous format synthétique permettant de fournir au grand public une information vulgarisée et rapidement compréhensible sur les substances, produits ou déchets présents au sein de son entrepôt.
Observations : L'exploitant établira son état des stocks sous format synthétique permettant de fournir au grand public une information facilement compréhensible sur l'état des produits stockés au sein de son entrepôt.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b La détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.
Constats : L'inspection a constaté que le site était doté d'une centrale de détection incendie reliée à plusieurs systèmes de détection : <ul style="list-style-type: none">- dans les 5 cellules de stockage, la détection est réalisée via le déclenchement des sprinkleurs,- pour les zones situées sous les mezzanines, la détection est assurée par des détecteurs optiques,- les portes coupe-feu sont reliées sur des détecteurs autonomes déclencheurs. L'exploitant a présenté son dernier rapport de vérification de la centrale de détection et des détecteurs. Ce rapport date du 02/08/2022 et a été réalisé par l'organisme de contrôle Johnson Controls (rapport n°j414661-2081400). Ce rapport ne mentionne ni observation, ni non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises. - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe. <p>L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classes et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
Constats : L'inspection a constaté que le site est équipé d'un réseau de RIA et de 327 extincteurs

(249 à eau, 26 à poudre et 62 CO₂).

Le dernier rapport de vérification des extincteurs réalisé le 20/06/2022 par l'organisme de contrôle IPS (rapport n°20220620143911) fait apparaître des non-conformités. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la levée de ces non-conformités.

Le dernier rapport de vérification du système de sprinklage a été réalisé par l'organisme de contrôle AAI le 23/03/2022 (rAPPORT N)C/AB04A0000241-180). Ce rapport fait apparaître deux non conformités (défaut d'alarme et défaut sur le report d'alarme). Pour justifier la levée de ces deux non conformités, l'exploitant a présenté un rapport de passage réalisé le 17/01/2023 par AAI (C/AB04A0000241-020) qui confirme que les deux non conformités ont bien été levées.

Le dernier exercice de défense incendie organisé par l'exploitant date du 08/03/2022. Le compte rendu ne mentionne pas d'éventuelles actions à mettre en oeuvre.

Concernant la défense extérieure contre l'incendie, l'inspection a constaté que l'exploitant disposait de 5 hydrants répartis à l'intérieur du site mais l'exploitant n'a jamais réalisé de test permettant d'estimer les débits simultanés de ces hydrants.

L'installation est dotée de moyens permettant d'alerter les services d'incendie et de secours :

- Lors des heures de fonctionnement, l'alerte est donnée de la centrale vers le poste de sécurité.

Un agent de sécurité est envoyé sur les lieux pour procéder à une levée de doute puis celui-ci appelle les services incendie en cas de besoin,

- Hors des heures d'exploitation, la centrale de détection envoie un message aux services chargés de la télésurveillance. La personne d'astreinte est alors chargée après vérification de prévenir les services de secours et d'incendie.

Observations : L'exploitant transmettra à l'inspection :

- la justification de la levée des non conformités relevés sur les extincteurs et mettra en place une procédure de suivi de levée des non-conformités,
- les résultats d'un test permettant d'estimer le débit simultané des 5 hydrants implantés sur site et dédiés à la défense incendie extérieure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p>
Constats : Suite à l'inspection, l'exploitant a présenté son calcul (établi en application du document technique D9) du débit et de la quantité d'eau nécessaire en cas d'incendie sur son site. Le calcul impose que le débit en simultané des 5 poteaux incendie soit de 390 m ³ /h
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
Constats : L'exploitant a présenté ses études de flux thermique. Les études réalisées par le logiciel Flumilog ne porte que sur les cellules 0 et 4 récemment construites. Les cellules n°1, 2 et 3, dont la construction est plus ancienne, n'ont pas été prises en compte dans la modélisation
Observations : L'exploitant présentera à l'inspection une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m ² portant sur l'ensemble des cellules de son site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois